

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 31 octobre 2018
(Convocation du 19 octobre 2018)

Aujourd'hui, le trente-et-un octobre deux mille dix-huit à 16 heures, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Dominique DEGOS et Céline SALLES

Messieurs Paul CARRERE, Charles PELANNE et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Madame Christiane AUTIGEON

Messieurs Gérard CASTET et Bernard POUBLAN

Madame Christiane AUTIGEON a donné pouvoir à Monsieur Paul CARRERE

Secrétaire de séance :

Madame Céline SALLES

OBJET : Foncier / Ressource - Réservoir du Gabas : régularisation de propriétés sur Gardères

Exposé des motifs :

Il est rappelé que dans le cadre de la construction du réservoir du Gabas, un sentier périphérique destiné à la promenade a été réalisé dans le cadre des mesures d'accompagnement et de compensation. L'ensemble de l'emprise du tracé avait fait l'objet d'acquisitions foncières à cet effet. Toutefois, il s'avère qu'un court tronçon n'a jamais été formalisé.

En effet, sur la commune de Gardères, le sentier longe et traverse la propriété de Monsieur CABARROU (parcelle ZI 56).

De longue date, Monsieur CABARROU souhaite soit procéder à un échange foncier de la partie de la parcelle concernée par le sentier en contrepartie de bois pour une valeur équivalente, soit vendre ledit tronçon à l'Institution Adour.

L'emprise concernée avec une marge prise pour l'entretien des abords du sentier représenterait environ 1 500 m².

Lors d'une rencontre récente avec les services de l'Institution Adour, Monsieur CABARROU a rappelé un accord oral intervenu lors de la construction du réservoir (effectivement transcrit dans une note interne IA en 2008) sur la base d'un montant de 3 000 €. Il avait déjà été procédé à un bornage sur place selon Monsieur CABARROU, mais il n'est plus que partiellement identifiable sur le terrain.

Au regard de l'ancienneté de ce dossier et de son historique, il est proposé de retenir forfaitairement la valeur foncière à la somme de 3 000 €. Les frais de géomètre prévisibles (vérification du bornage et potentiellement mise en place de nouvelles bornes) ainsi que les frais d'acte notarié conduisent à estimer l'enveloppe financière à 5 500 €.

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



DECIDE

Article 1

- D'approuver l'acquisition, auprès de Monsieur CABARROU, d'une partie de la parcelle ZI 56 (pour environ 1 500 m2) sise sur la commune de Gardères pour un prix forfaitaire de 3 000 €,
- De prendre en charge les frais de géomètre, les frais d'actes et les taxes liées à cette acquisition,
- D'autoriser le Président à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 31 octobre 2018 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE